

Histoire et mémoires du Centre d'Expérimentation du Pacifique

Le 17 mars 2017, l'Accord de l'Élysée signé par le Président de la République et le Président de la Polynésie française a prévu la création d'un « Institut d'archives, d'information et de documentation sur les essais nucléaires ». Il s'agit alors d'instaurer un climat d'apaisement entre l'État et la Polynésie française et permettre une gestion sereine de l'après-nucléaire.

La décision, en 1996, de mettre un terme à trois décennies d'essais nucléaires français s'était concrétisée par le démantèlement du Centre d'Expérimentation du Pacifique (CEP) à compter de juillet 1998. Un Centre de mémoire doit permettre aux Polynésiens de connaître ce passé, du choix, en 1962, des atolls des Tuamotu pour prendre le relais du site saharien où la France a tiré sa première bombe A, à la mise en place du CEP en 1964, où se sont déroulés 193 essais atmosphériques puis souterrains entre 1966 et 1996, décisifs pour la mise au point de la bombe H, sur les atolls de Moruroa et Fangataufa.

En octobre 2017, l'État et la Polynésie française ont créé un groupe de préfiguration qui a permis la définition des enjeux et de la gouvernance dudit Centre de mémoire. Le 24 janvier 2018, le comité de projet, co-présidé par le Haut-commissaire de la République à Papeete et par le Président de la Polynésie française, a été installé. Il a réaffirmé la nécessité d'un lieu destiné à « renouveler le pacte républicain entre l'État et la Polynésie française » et de permettre aux Polynésiens de s'approprier pleinement leur histoire dont le contenu s'articulerait autour des thèmes suivants : « comprendre », « témoigner », et « questionner ».

De son côté, le gouvernement de la Polynésie française a sollicité la Maison des Sciences de l'Homme du Pacifique (MSHP) pour contribuer à la sauvegarde de la mémoire du CEP et à la mise en lumière des faits historiques au regard de ces différentes thématiques. La MSHP a alors retenu la double proposition formulée par le CRÉSAT et pilotée par Renaud Meltz : écrire l'histoire des essais nucléaires en Polynésie française et mener des enquêtes de terrain pour enregistrer la mémoire orale des acteurs du CEP au sens large, qu'il s'agisse des vétérans polynésiens ou métropolitains, mais aussi des populations civiles concernées par leurs fonctions

ou leur lieu de résidence. Le CEP était en effet constitué de sites de tirs (Moruroa, Fangataufa), de bases avancées (Hao, Mangareva), d'une base arrière à Tahiti, sans compter les stations, permanentes ou temporaires, de prévisions météorologiques et d'analyse des retombées radioactives, mobilisant au total, sur l'ensemble de la période, des dizaines de milliers de personnes, militaires et civils.

L'étude doit durer du 1^{er} octobre 2018 au 31 décembre 2020, soit 27 mois. Elle bénéficie d'un crédit de 137 000 € apporté par le gouvernement de la Polynésie française, ce qui permet, notamment, de financer un post-doctorant encadré pendant un an par le CRÉSAT, l'historien contemporain Alexis Vrignon, pionnier de l'histoire de l'écologie politique, appelé à séjourner dix mois en Polynésie à compter du 15 août 2019, ainsi qu'une demi-douzaine d'enquêteurs, pour recueillir la parole des acteurs du CEP, en Polynésie comme en métropole.

Ce financement, complété par les fonds apportés par la MSHP, permet également d'organiser à Paris (Délégation de la Polynésie française) un atelier qui vise à coordonner les travaux de la douzaine de chercheurs de plusieurs disciplines (histoire de la Polynésie, de la stratégie nucléaire, de l'écologie, de l'Outremer et du militaire, anthropologie de la Polynésie, géohistoire des risques, géographie et histoire du Pacifique, sociologie des processus de victimisation) réunis pour écrire l'histoire du CEP depuis le choix du site jusqu'aux démantèlements des installations et la gestion de leurs héritages matériels.

Cet atelier interne se prolonge par un séminaire « Pour une histoire transnationale des installations et des essais nucléaires ». Ouvertes au public, ses six séances présenteront les travaux de chercheurs français et étrangers travaillant sur des objets comparables : installations nucléaires, programmes d'essais américains et britanniques, soviétiques, voire le CEP lui-même suivant d'autres approches, plus anthropologiques. Elles se tiendront à la Délégation de la Polynésie française (Paris), de 18 à 20 h¹ :

– 26 septembre 2019 : Frédéric Monier (Université d'Avignon, Centre Norbert Elias), « L'annonce de la création du site de missiles à Albion : réaction de l'opinion et débats politiques, 1965-1969 ».

1. Est ici retranscrit le programme provisoire de ce séminaire (au 30 juin 2019). Tout changement sera reporté sur le site internet du CRÉSAT.

- 8 novembre 2019 : Benoît Pelopidas, Nariman Shelekpayev (IEP Paris) : présentation du programme *Nuclear Knowledges* et de leurs travaux en cours sur les essais français et soviétiques.
- 27 janvier 2020 : Magdalena Stawkowski (University of South Carolina), « Les essais nucléaires soviétiques au Kazakhstan ». [sous réserve].
- 6 mars 2020 : Becky Alexis-Martin (University of Manchester), « L'héritage des essais nucléaires anglais dans le Pacifique ».
- 9 avril 2020 : Rens van Munster (Danish Institute for International Studies), « Les essais nucléaires dans le Pacifique: le cas des îles Marshall ».
- 7 mai 2020 : Nicolas Badalassi (IEP Aix-en-Provence), « La France face à ses partenaires européens : la question de la dissuasion nucléaire et des essais dans le Pacifique, années 1960-1970 ».
- 11 juin 2020 : Liz Kaiser (Université d'Aarhus), « L'impact du CEP sur les pratiques de pêche ».

Le volet « Écrire l'histoire du CEP » du programme de recherche² a commencé par une cartographie des archives permettant de documenter l'histoire des essais français en Polynésie : Archives Nationales, Ministère des Affaires étrangères, Service historique de la Défense, Commissariat à l'Énergie Atomique, Archives territoriales de Polynésie française, archives des collectivités de Polynésie française, archives étrangères des puissances riveraines, archives privées, archives orales. Son succès reposera sur la possibilité d'obtenir la consultation des sources identifiées, souvent empêchée par la loi très restrictive de 2008 en matière de nucléaire³.

Ce travail collectif s'accompagne de travaux doctoraux sur des sujets connexes, encadrés en co-direction afin de favoriser

2. Ce volet s'articule avec les programmes de recherche du CRÉSAT sur le devenir des territoires dénucléarisés en zone transfrontalière, France, Allemagne et Suisse (Interreg PostAtomicLab et autres propositions en cours de soumission).

3. La loi du 15 juillet 2008 a redéfini l'ensemble des règles de communicabilité des archives publiques, introduisant notamment l'incommunicabilité des « archives publiques dont la communication est susceptible d'entraîner la diffusion d'informations permettant de concevoir, fabriquer, utiliser ou localiser des armes nucléaires, biologiques, chimiques ou toutes autres armes ayant des effets directs ou indirects de destruction d'un niveau analogue » (Code du patrimoine, L213-2).

l'approche pluridisciplinaire : circulations des idées et des militants anti-nucléaires entre la Polynésie, l'espace océanien et la métropole⁴; coagulation des militantismes anti-nucléaires civils et militaires en Europe⁵.

Les livrables consisteront en un ensemble d'études et de cartes historiques, d'un corpus de témoignages oraux, de leurs retranscriptions et de leur exploitation scientifique. La remise des manuscrits originaux sera l'occasion d'un colloque scientifique à Paris et d'une publication collective en 2021. L'équipe réfléchit également à la création d'un Observatoire Hommes-Milieux (OHM) consacré à la Polynésie. Ces unités de recherche mixtes CNRS/Universités dédiées à la connaissance d'un espace brutalement transformé par l'anthropisation permettraient d'inscrire dans la durée le processus de connaissance de l'impact du CEP comme dispositif socio-technique modifiant l'écosystème et la société polynésiens. Un OHM permettrait par ailleurs de documenter la diversité des phénomènes écologiques, géologiques, sociologiques, économiques et géographiques en mobilisant des équipes pluridisciplinaires. L'OHM pourrait se déployer à plusieurs échelles, depuis le périmètre des atolls ayant été le théâtre des 193 explosions aériennes puis souterraines jusqu'à l'ensemble de la Polynésie, concernée par les transformations socio-économiques.

Équipe

- Yannick Barthe, directeur de recherche en sociologie (EHESS, LIER)
- Benjamin Furst, ingénieur d'études (CRÉSAT)
- Stéphane Launey (Service historique de la Défense)
- Jérôme de Lespinois, chef de division études et prospectives (CERPA)
- Brice Martin, maître de conférences en géographie (Université de Haute-Alsace, CRÉSAT)

4. Clémence Maillochon, inscription en thèse en septembre 2019, financée par un contrat doctoral de l'Université de Haute-Alsace, sous la direction de Renaud Meltz et de Teva Meyer.

5. Valéry Bardois, inscription en thèse en septembre 2019, sous la direction de Renaud Meltz et de Brice Martin.

- Sylvain Mary, PRAG (Université de Cergy-Pontoise, SIRICE)
- Alexander Mawyer, Associate Professor (University of Hawaii, Center for Pacific Islands Studies)
- Sarah Mohamed-Gaillard, maître de conférences en histoire contemporaine (INALCO, CESSMA)
- Renaud Meltz, professeur d'histoire contemporaine (Université de Haute-Alsace, CRÉSAT)
- Teva Meyer, post-doctorant en géopolitique (CRÉSAT)
- Dominique Mongin, docteur en histoire, enseignant à l'ENS et l'INALCO (CEA)
- Jean-Marc Regnault, maître de conférences honoraire (Université de Polynésie française, GDI)
- Alexis Vrignon, post-doctorant (MSHP-CRÉSAT)